

Dans ses observations, le GT a mentionné : les informations que le gouvernement a communiquées et les efforts qu'il a déployés pour faire la lumière sur le sort des milliers de personnes qui ont disparu dans le passé; que la résurgence récente de la pratique systématique est une source d'inquiétude; que le Sri Lanka est le pays où le plus grand nombre de disparitions ont été signalées en 1997; que, malgré les efforts du gouvernement, très peu de cas figurant dans les dossiers du GT ont été élucidés. Le GT a rappelé au gouvernement qu'il est tenu, en vertu de l'article 10 de la Déclaration, de garder les personnes privées de liberté uniquement dans des lieux de détention officiellement reconnus, de les déférer rapidement à une autorité judiciaire et de communiquer sans délai des informations exactes sur leur détention aux membres de leur famille, à leur avocat, ou à toute autre personne ayant un intérêt légitime. Le GT a affirmé que les dispositions de la loi sur la prévention du terrorisme et des règlements d'urgence actuellement en vigueur ne respectent pas ces droits et, en conséquence, le GT demande de nouveau au gouvernement d'apporter à la législation les modifications nécessaires pour qu'il puisse prévenir les actes conduisant à des disparitions forcées, comme il en a l'obligation. Le GT a aussi rappelé au gouvernement qu'il est tenu d'enquêter sur tous les cas en suspens de disparition forcée et, à cet égard, il attend avec intérêt les rapports des trois commissions d'enquête présidentielles.

#### **Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, rapport du Rapporteur spécial**

(E/CN.4/1998/68, par. 14, 17, 20, 32, 39, 42, 57, 59, 61, 62, 63, 73; E/CN.4/1998/68/Add.1, par. 368-369)

Le RS a noté que les actes de violence commis par des groupes de terroristes ne relèvent pas de son mandat, mais il reconnaît que des actes de violence commis par ces groupes ont abouti au meurtre de nombreux civils à Sri Lanka. Pendant la période considérée, le RS a transmis des allégations de violations du droit à la vie en relation au viol collectif, à la détention, à des meurtres et à des disparitions commis par des membres des forces armées de Jaffna, et à une mort en détention par la Special Task Force of Sri Lanka (forces spéciales de Sri Lanka) à Colombo.

Le RS s'est rendu à Sri Lanka du 24 août au 5 septembre 1997. La visite avait pour but d'évaluer la situation dans le pays en ce qui concerne le droit à la vie, d'enquêter sur les allégations relatives à des exécutions extrajudiciaires et d'examiner la mise en oeuvre de certaines mesures appliquées par le gouvernement en vue de protéger le droit à la vie, ainsi que ses efforts pour enquêter sur de tels actes, en poursuivre les auteurs et les empêcher. Le rapport sur la mission (E/CN.4/1998/68/Add.2) comprend des renseignements sur, entre autres, ce qui suit : les visites à Jaffna et à Batticaloa au cours desquelles des entretiens ont été tenus avec des commandants régionaux des forces armées et la police, ainsi qu'avec des représentants d'ONG et du gouvernement; des violations du droit à la vie à l'occasion de conflits armés; des violations commises par les LTTE et par les « home guards », ainsi que celles liées à la violence

politique; les droits de l'homme et le droit humanitaire, la signification de la situation de conflit armé et la législation interne; les mesures prises par le gouvernement au sujet de cas d'exécutions sommaires ou arbitraires, dont les enquêtes sur les cas, les mesures prises par la Commission des droits de l'homme, les Commissions d'enquête sur les déplacements forcés et les disparitions involontaires, et l'élaboration d'une nouvelle constitution; et l'impunité.

Donnant un contexte, le rapport note que la population à Sri Lanka est une mosaïque de groupes ethniques et de religions, dont une majorité cinghalaise, essentiellement bouddhiste, qui représente 74 p. 100 de la population. Viennent ensuite les Tamouls, essentiellement hindouistes, qui représentent 18 p. 100 de la population, les musulmans qui en représentent 7 p. 100 et les Burghers, descendants des colons, avec 1 p. 100. À propos du passé colonial (portugais, hollandais et britannique), le rapport note que chaque puissance coloniale a marqué la société sri-lankaise de son empreinte de différentes façons, notamment en ce qui concerne l'accès à l'éducation et aux débouchés économiques, souvent en fonction de la religion et de l'origine linguistique ou ethnique. Toujours selon le rapport, ce qui était au départ une lutte pour l'affirmation de l'identité culturelle, la représentation politique, le progrès économique et la parité linguistique entre Cinghalais et Tamouls a abouti à la violence et au conflit armé. En conséquence, le problème politique majeur à Sri Lanka est devenu la revendication par certains groupes tamouls d'un État tamoul indépendant (« Ealam ») comprenant les provinces du nord et de l'est du pays.

Le rapport note que le conflit qui sévit depuis 14 ans dans le nord et l'est du pays a entraîné la mort de plus de 50 000 personnes, beaucoup plus encore de blessés, et le déplacement interne de plus de 500 000 personnes.

La situation dans la péninsule de Jaffna, et plus précisément dans la ville de Jaffna est la suivante : les activités de réinstallation et de modernisation, plus de 300 000 personnes (sur une population d'environ 470 000 habitants) étant tributaires des rations alimentaires gratuites distribuées par le gouvernement; la diminution visible des signes de tension durant la journée; l'existence d'une administration civile dans la péninsule malgré le contrôle de la ville par les militaires; les préoccupations constantes en ce qui concerne la liberté de circuler, la crainte des disparitions et les exécutions et arrestations arbitraires, les Tamouls étant suspects qu'ils soient ou non sympathisants des LTTE; et le fait que les forces de sécurité sont composées à 99 p. 100 de Cinghalais et ne parlent pas le tamoul, ce qui aiguise le sentiment d'aliénation.

Le rapport cite les renseignements suivants fournis par le Magistrat de Jaffna : pour la période de janvier à septembre 1997, 38 cas d'exécutions extrajudiciaires avaient été signalés, concernant des affrontements signalés par la police; 31 de ces cas concernaient des meurtres qui tombaient sous le coup des dispositions relatives à l'état d'urgence et ont été transmis à